

«Association de malfaiteurs», dites-vous ?

Par Boualem Aissaoui

Souvenez-vous... Le tournage d'un film de guerre en noir et blanc avec des soldats armés jusqu'aux dents, des véhicules de patrouille, des acteurs et des figurants qui se mélangent dans le regard des passants aux engins blindés postés aux points névralgiques de la ville offrait une couverture inespérée à la partie qui se jouait au pas de charge au sommet du pouvoir... Sauf les observateurs professionnels qui percevaient depuis quelques mois les signes d'une tension extrême en haut de la fragile pyramide entre des «alliés» sous surveillance mutuelle constante, qui pouvait imaginer, au moment où des séquences d'une fiction cinématographique

eux ses «soutiens critiques», de jeter les bases d'un Etat national moderne, de nationaliser les ressources du sol et du sous-sol, de généraliser l'instruction et l'accès aux soins, de défendre la dignité des travailleurs de la terre, de travailler à l'industrialisation du pays, de neutraliser, balle au canon, toute atteinte à l'intégrité du territoire, de moderniser l'armée nationale, de contribuer par une diplomatie active et une aide multiple à la libération du continent africain et à l'éveil des peuples du tiers monde en général.

En un mot, de construire, malgré un lourd déficit en matière de libertés individuelles, une ambition nationale forte et mobilisatrice

plus difficiles de son histoire contemporaine ?

En somme, après la bataille des territoires, celle de la mémoire, doit se dire l'ancien condamné à mort, dont la prononciation du seul nom faisait trembler naguère les traîtres jusqu'à ce que le plus «illustre» d'entre eux, puisqu'il fut l'un de ses plus «proches», réussira à tromper sa vigilance et à conduire les troupes coloniales directement à son refuge au cœur de La Casbah. La suite, on la connaît à travers les témoignages des principaux acteurs et les travaux d'historiens, avec leurs certitudes et leurs interrogations.

Mais pourquoi donc convoquer aujourd'hui, un peu plus de cinquante ans après, un évènement retiré du calendrier des fêtes nationales dans un esprit de réconciliation manifestement sincère, par celui-là même qui fut, dit-on, à la fois le bon «prétexte» pour hâter son déclenchement et certainement l'un des principaux acteurs, et pourquoi dissenter sur les éléments du décor dans lequel il est brutalement survenu en y associant le souvenir du tournage de la légendaire *Bataille d'Alger* et le destin de celui qui en fut l'animateur principal dans la réalité du combat urbain et le personnage central de la fiction du même nom ? S'il est juste de se poser ces questions, le propos ici n'est ni de réécrire l'histoire ni de revisiter le film en question mais bien de s'attarder, à l'heure où les libertés individuelles et la liberté d'expression sont constitutionnellement consacrées, sur cette infâme accusation d'«association de malfaiteurs», que les auteurs du «sursaut révolutionnaire», puisque c'est de lui qu'il s'agit, avaient aussitôt jeté, selon plusieurs témoignages, à la face de tous ceux qui s'étaient élevés par la seule arme des arguments contre leur coup de force, dans l'intention délibérée de donner à l'attitude de ces derniers à leurs yeux «irresponsable», le caractère d'un délit, voire d'un crime de droit commun avec les conséquences physiques et morales dégradantes qui s'attachent à cette qualification pénale, et d'étouffer à l'instant même toute velléité d'opposition à caractère politique envers leur acte. Qu'ils soient portés par la fièvre révolutionnaire en vogue en ces temps-là, ou opposants conscients et déclarés, réduire au rang de délinquants ceux qui refusent, pour une question de principe, de donner leur suffrage à une prise de pouvoir autrement que par les urnes est une sinistre pratique qui fera longtemps école en ces

jugées «subversives», ces «malfaiteurs», en petit nombre certes, porteront, d'après les écrits de l'époque, les traces des sévices de la répression dans leur esprit et leur chair et attendront, des années entières, avant d'être libérés et «réhabilités» en silence.

Pour l'histoire, ils seront nombreux plus tard, à titre individuel ou collectif, aux premiers rangs dans la bataille d'édification nationale aux côtés des militants sincères du parti qui avait conduit la lutte de libération du pays, et plus tard unis à d'autres citoyens et d'autres sensibilités politiques pour emprunter à une spécificité bien de chez nous, dans la défense de l'Etat républicain lorsque celui-ci sera menacé de destruction et la patrie mise au bord du naufrage avant d'être sauvée de justesse par l'élite du bras armé de la République, dans un sursaut cette fois-ci salutaire.

Entre autres destins brisés, le sort fait au premier et défunt président de l'Union nationale des étudiants algériens qui s'était élevé contre «le fait accompli» et qui a raconté son «parcours d'un étudiant algérien» dans un récit paru il y a seize ans est édifiant à cet égard : l'homme sera, malgré une reconstruction difficile, aidée c'est vrai par les pouvoirs publics, mentalement désarticulé à vie. Jusqu'à la fin de ses jours, on dit qu'il aurait attendu en vain que le statut de victime de l'arbitraire lui soit reconnu à titre rétroactif, appelant même les «anciens malfaiteurs», ses compagnons d'infortune, à créer une association, légale celle-là, pour faire valoir la reconnaissance par l'Etat de l'injustice qui leur avait été faite collectivement, et la réparation surtout morale qui devrait en découler.

Depuis cette deuxième irruption brutale de la force dans la vie politique trois années à peine après la libération de la longue tyrannie coloniale, à l'exception des «sous-coups d'Etat» connus ou méconnus fomentés à l'intérieur même du système en place, et plus tard de la folie meurtrière des architectes de la tragédie nationale qui ont détourné la parole de Dieu et choisi la violence et le terrorisme pour «s'exprimer» et dont les actes relèvent d'autres traitements, combien de mouvements populaires citoyens et pacifiques qui se sont manifestés par la seule force des arguments ont eu à subir les foudres de cette cynique «accusation d'association de malfaiteurs» qui mène tout droit à «l'interrogatoire», à l'emprisonnement «préventif» arbitraire, au «tourisme péniten-

En somme, après la bataille des territoires, celle de la mémoire, doit se dire l'ancien condamné à mort, dont la prononciation du seul nom faisait trembler naguère les traîtres jusqu'à ce que le plus «illustre» d'entre eux, puisqu'il fut l'un de ses plus «proches», réussira à tromper sa vigilance et à conduire les troupes coloniales directement à son refuge au cœur de La Casbah.

temps-là dans les dictatures militaires en Afrique et en Amérique latine. Il est vrai que la parole trempée dans les valeurs républicaines et les convictions idéologiques les plus fortes peut, à elle seule, nourrir le sentiment de résistance et mettre à mal, au moins dans une partie de l'opinion, «l'ordre établi».

Se recrutant, dans le cas qui nous concerne, dans l'aile la plus à gauche du pouvoir qui venait de tomber, dans les milieux universitaires, les «organisations de masse» du Parti unique, les travailleurs du secteur industriel et des services naissant, les catégories sociales défavorisées, pourchassés, torturés dans certains cas, et emprisonnés sans procès pour leurs idées

tiaire» et parfois au cachot, même quand elle n'est pas assortie de la suprême mention d'atteinte à la sureté nationale ?

Si l'honnêteté intellectuelle commande de dire qu'à l'intérieur même des organes du parti unique dominant et de ses organisations de masse, des hommes et des femmes ont travaillé en silence contre l'autoritarisme, ces «malfaiteurs» structurés ou indépendants agissant dans l'ombre ou dans la lumière du jour, associés sous la même accusation infamante pour avoir exprimé simplement une idée «opposée» au discours en vigueur à cette époque-là et qui seront, pour la plupart d'entre eux, des serviteurs intègres lorsqu'ils occuperont plus tard des responsabilités dans la vie

L'histoire est connue et chacun la célèbre depuis, chaque année, à sa façon : il y a ceux qui parlent invariablement d'un «redressement révolutionnaire» bienfaiteur pour l'Etat et la Révolution, et ceux qui s'en tiennent simplement à la définition que donne le dictionnaire d'un pareil évènement : un coup d'Etat, ni plus ni moins.

occupaient les principales artères de la capitale transformées pour l'occasion en «décors extérieurs», que des personnages bien réels venaient de chasser le «frère Président» de son lit et de son fauteuil, trois années à peine après l'avoir «aidé», du bout de leurs vieux fusils, à prendre le pouvoir, dans une première et brutale rupture avec une institution gouvernementale, certes provisoire, mais qui avait largement contribué au rayonnement diplomatique de la révolution algérienne à travers le monde et conduit avec succès les pourparlers de paix jusqu'à l'indépendance nationale ?

Le décompte des «règlements de compte» pour la prise ou la reprise du pouvoir, commencé bien avant la lutte armée et exacerbé durant les dernières années de celle-ci, s'enrichissait ce jour-là d'une «première» dans la république démocratique et populaire fraîchement installée au prix fort que l'on sait.

Y a-t-il encore un doute à lever pour que le lecteur qui éprouve quelque hésitation à se fixer dans l'espace et dans le temps soit définitivement affranchi ?

L'histoire est connue et chacun la célèbre depuis, chaque année, à sa façon : il y a ceux qui parlent invariablement d'un «redressement révolutionnaire» bienfaiteur pour l'Etat et la Révolution, et ceux qui s'en tiennent simplement à la définition que donne le dictionnaire d'un pareil évènement : un coup d'Etat, ni plus ni moins.

Qu'on se rassure : dans un cas comme dans l'autre, cela n'enlève rien au passé révolutionnaire et à l'engagement patriotique des auteurs du «changement» et de leur victime qui perdait ce jour-là son pari dans la course engagée, sans doute du mauvais pied, contre ses anciens alliés décidément plus rapides.

S'il va condamner le Président déchu à un long enfermement, sans livre blanc et sans procès pourtant bruyamment annoncés, exercer pendant longtemps un autoritarisme glacial souvent pire que celui qu'il dénonçait dans son acte de naissance, réprimer la parole dissidente avant de s'ouvrir au débat populaire dans les conditions du parti unique, s'entacher de soupçons dans de sombres affaires de disparition de personnalités historiques passées à l'opposition jamais élucidées, le «changement» aura le mérite, aux yeux mêmes de ceux qu'il a pourtant désignés sous l'accusation de «malfaiteurs», mis aux arrêts, forcé à la clandestinité ou poussé à l'exil, et qui deviendront plus tard pour nombre d'entre

dont on dit aujourd'hui qu'elle manque au rendez-vous.

Quant au film qui servit, malgré lui, en partie de paravent, on sait qu'il fit une longue carrière, qu'il continue à ce jour de gagner de l'audience, y compris dans les grandes académies de guerre qui enseignent, «preuves à l'appui», l'art de la guérilla et de la contre-guérilla en s'en servant comme support, et de fasciner comme les premiers jours de sa carrière nationale et mondiale publics et critiques par son suprême réalisme porté par l'authenticité du personnage central qui incarnait, on le sait, son propre rôle durant la période héroïque du combat national urbain, connu dans le monde entier sous le titre générique de la *Bataille d'Alger*.

Près de soixante ans après avoir risqué de perdre sa tête sous le poids de la guillotine et d'inscrire, à l'instant même où le couperet aurait été lâché, son nom dans la longue liste des martyrs, avec son profil de chef politico-militaire autodidacte racé qui a transformé durant des années La Casbah d'Alger en maquis impénétrable et indomptable, avec sa «gueule» d'acteur des années fastes du noir et blanc dispensé de casting, campant au premier rang, sans répétition aucune, le rôle qui fut le sien dans la vraie bataille d'Alger, cet homme, un «classique» de la guérilla urbaine pourrait-on dire, ne cesse, au crépuscule de sa vie, de défendre son honneur blessé par des soupçons alimentés par une «lecture» à l'innocence suspecte, d'archives puisées de façon sélective dans les coffres de l'ennemi d'hier et étalées aujourd'hui sur la place publique.

Face à cette «polémique», des voix appellent à préserver la nation de toute «fitna» qui aurait cette fois-ci pour «théâtre» le patrimoine historique commun, dans le dessein de provoquer des fissures dans les fondements de la cohésion nationale, après avoir échoué à faire «le printemps» que l'on sait dans la rue. D'autres n'hésitent pas un seul instant à qualifier ces «révélation» de grossières manipulations dans un contexte politique interne et externe riche, il est vrai, en calculs politiques en tous genres.

Si l'histoire des hommes et des femmes, pour être en accord avec ce qui est attendu d'elle, ne se résume pas, loin s'en faut, à un long florilège d'actes héroïques, ce pays pourra-t-il un jour s'accorder un moment de répit et laisser vieillir en paix ceux qui l'ont servi avec courage dans les périodes les